

Pierre-Yves Oppikofer est brusquement décédé le 17 août 2016, terrassé en rue par un infarctus, quelques heures à peine après nous avoir envoyé une nouvelle version de son questionnaire... Nous gardons de lui l'image d'un homme droit et fidèle à ses amitiés comme à ses convictions.

Nom, prénom, date de naissance, origine sociale, milieu familial, ville et région d'activité à l'époque, scolarité et formation professionnelle. Pays ou région d'origine pour les militant.e.s étrangers/immigrés. Statut au moment de l'adhésion à la LMR : célibataire, marié.e ou en couple, enfant(s). Parcours professionnel et situation actuelle (en quelques mots).

Pierre-Yves Oppikofer, né le 12 avril 1955 à La Chaux-de-Fonds. Mon père était ingénieur en mécanique, et ma mère, ménagère. Je suis l'aîné d'une famille de trois enfants. Mon père ayant choisi de travailler en indépendant, le niveau de vie de notre famille correspondait à celui des familles ouvrières qui représentaient la très grande majorité population de La Chaux-de-Fonds. J'avais 18 ans lorsque j'ai adhéré à la LMR au moment de terminer le gymnase. Ensuite j'ai entamé des études de droit à l'université de Neuchâtel, non achevée. Plus tard, j'ai travaillé dans des entreprises de mécanique après avoir appris le métier de mécanicien de précision. Depuis 1999, je suis syndicaliste professionnel au Syndicat des services publics.

AVANT TON ADHESION A LA LMR

Expériences professionnelles, associatives, syndicales, politiques ou autres. Intérêt pour la marche des événements en Suisse, dans le monde ? Premiers engagements militants ? Ton cheminement...

Automne 1969. Le professeur d'instruction civique nous annonce qu'une manifestation de protestation contre les bombardements américains au Vietnam aura lieu en ville. Deux de mes camarades et moi décidons d'y participer. L'ancien maire de la Chaux-de-Fonds, l'avocat socialiste Sandoz prend la parole devant une foule d'adultes, qui me paraît nombreuse. Dans la classe, un des élèves soutient l'intervention américaine. Réfugié roumain, il critique avec de véhéments sarcasmes, le régime Ceausescu et tout ce qui se rapproche du communisme. Je ne le contredis pas quand il parle de ce que lui et sa famille ont vécu en Roumanie, mais quand il justifie l'intervention américaine au Vietnam on ne s'entend plus. Le professeur d'instruction civique nous charge de préparer chacun un dossier : l'un pour défendre la thèse de l'intervention américaine, l'autre pour dresser un réquisitoire contre. La controverse est interrompue par la fin de l'année scolaire. En 1970, un défilé militaire est organisé à La Chaux-de-Fonds sur l'avenue Léopold Robert. Un groupe de gymnasiens de dernière année décide de protester avec des pancartes. Un autre groupe de droite, beaucoup moins fourni soutient le défilé. L'atmosphère est tendue en Ville. En fin d'après-midi, un débat contradictoire est organisé dans une salle du quartier des Forges. Un gymnasiens de dernière année, pacifiste, tient tête à un officier supérieur. Je ne sais pas encore que 3 ans plus tard je reverrai ce gymnasiens à la LMR.

En automne 1972, avec trois de mes camarades de classe, nous décidons de fonder un groupe antimilitariste. Ce sera le point de départ de mon engagement militant. Nous ne sommes pas d'accord avec la solution de l'objection de conscience. Nous trouvons cette attitude un peu élitaire, souvent narcissique, tout en reconnaissant le courage qu'elle requiert. Surtout nous pensons qu'elle est peu efficace et nous préférons organiser un antimilitarisme moins moral, plus politique remettant en question l'ensemble de l'ordre établi et agissant aussi l'intérieur de

l'armée. Notre groupe connaît un certain succès. Grâce au soutien financier de la mère d'un camarade, nous pouvons louer un appartement bon marché et avoir ainsi notre propre local. Nous décidons de dialoguer avec les différents courants politiques pour connaître leur point de vue sur l'armée et pour leur demander leur soutien. Nous rencontrons un pasteur, animateur d'un groupe de jeunes pacifistes. La théorie de la non-violence ne nous convainc pas car elle laisse l'armée suisse intacte. Nous rencontrons le porte parole de anarchistes du groupe POUR (Pardonnons oublions unissons nous et recommençons), et dont je peine à comprendre le message. Le POP essaye de nous convaincre de rejoindre son groupe de jeunesse qui manque cruellement d'adhérent-e-s. Nous suivons le cours de formation donné par le professeur Steiger, principal théoricien du POP neuchâtelais. Il base son exposé sur le livre du PCF, « le capitalisme monopolistique d'Etat ». Cette théorie nous semble très statique, et ne répond pas à nos aspirations révolutionnaires en gestation. Le professeur Steiger nous explique que l'URSS est un Etat socialiste, que la construction du socialisme se fait progressivement, qu'il y a eu des erreurs – exploitée de manière intéressée par les adversaires du communisme pour le dénigrer dans ses fondements - et que ces erreurs seront dépassées avec le temps. 4 ans après l'étouffement violent du printemps de Prague, ce discours ne passe pas. Nous rencontrons une délégation de la LMR dans un arrière salle de bistrot. L'impression est très positive. Je décide immédiatement de m'abonner au journal La Brèche. Cette publication contient un dossier très complet sur l'armée suisse et sur les fondements de l'antimilitarisme révolutionnaire. Je découvre avec stupéfaction que ce sont précisément les idées sous-jacentes à la création de notre groupe antimilitariste que y sont développées de manière explicite et cohérente.

Circonstances de ton adhésion à la LMR, où et pourquoi ? Quelle attente de ta part sur le plan local, suisse, international, et celui de ta propre vie. Motifs principaux de ton engagement : faire évoluer les choses, stopper les injustices, participer à une refonte fondamentale de la société, une problématique particulière ?

De plus, je fus séduit par le fait que la LMR était une organisation subversive avec un réseau à échelle nationale. C'est exactement ce dont je rêvais. Comme je me le suis rendu compte par suite, nous fûmes quelques milliers à l'échelle de l'Europe et au-delà qui avons parcouru un cheminement semblable, un mélange d'audace intellectuelle avec une aspiration à vouloir changer la société de manière radicale. Pour se faire, nous avons tourner le dos aux organisations traditionnelles et redécouvert le monde à notre façon. Deux autres éléments vont me convaincre assez rapidement d'adhérer à la LMR : le dynamisme redoutable de la théorie marxiste véhiculée par cette organisation donnant l'impression de disposer d'une arme de combat d'une incomparable supériorité (cf l'article de Mandel de 1964 sur le mécanisme de l'onde longue expansive en cours et la prédiction de son épuisement pour la fin de la décennie). Je découvre également une analyse de l'URSS expliquant comment la révolution de 1917 a été suivie d'une contre-révolution intérieure qui l'a transformée en une dictature bureaucratique criminelle et que seule une révolution politique permettrait de renouer avec les espoir de 1917. Enfin une explication cohérente de la nature l'URSS ! Nous disposions désormais des moyens intellectuels et politiques de répondre au POP et de défendre l'idéal d'un socialisme démocratique.

Durant l'hiver 72-73, un cours de formation intensif « cercle La Brèche » a été mis sur pieds à notre intention, les membres du groupe antimilitariste. 2 camarades plus âgés ont fait le trajet une fois par semaine de Lausanne à la chaux-de-Fonds pour nous dispenser un cours d'introduction au marxisme basé sur la lecture de l'œuvre de Wolfgang Abendroth intitulée « L'histoire du mouvement ouvrier en Europe ».

J'ai adhéré formellement à la LMR durant l'été 1973 au moment où en France le ministre de l'intérieur Marcellin venait de décider la dissolution de la Ligue communiste après la journée d'affrontement contre le groupe d'extrême droite Ordre nouveau qui avait organisé le 23 juin un meeting contre « l'immigration sauvage » à Paris. L'antimilitarisme est également d'actualité en France lors des mobilisations massives des lycéens contre la loi Debré supprimant le sursis militaire. Ce furent les premières grandes manifestations massives de la jeunesse depuis mai 1968 avec le slogan « 5 ans déjà coucou nous revoilà ». En Espagne la lutte contre la dictature franquiste s'intensifiait. Au début, de l'année les accords de paix de Paris ont mis fin aux bombardements de l'armée US sur le Vietnam du Nord. En septembre 1973, j'ai participé à la gigantesque manifestation de solidarité avec les ouvrier-ères-s de LIP à Besançon. Le slogan « UDR, SAC CDR, le régime est foutu, le pouvoir au travailleurs » est resté gravé dans ma mémoire. Dans ce contexte, mon adhésion à la LMR fut principalement motivé par l'espoir que la révolution socialiste était d'actualité, que la jeunesse radicalisée serait appelée à y jouer un rôle de premier plan pour autant que les organisation révolutionnaires nées à la suite de mai 68 se soient construites rapidement et aient été à la hauteur des événements à venir. Le « bouquet final » de cette première phase de politisation a été ma participation au congrès de la LMR à Epalinges, ce printemps 1973, au cours duquel, ont été découverts deux enregistreurs de la police fédérale dissimulés dans la salle. Je découvrais une organisation enthousiaste ayant l'ambition de donner des réponses politiques à de très nombreuses thématiques intégrées dans un projet d'ensemble synthétique.

Bien que je réalisai pleinement le décalage total entre cette passion politique naissante et la réalité sociale en Suisse, j'osais croire que l'éclatement de la révolution dans un pays du sud de l'Europe aurait pu commencer de changer la donne. Si au départ, ma principale motivation était la promotion de l'antimilitarisme en Suisse, j'avais évolué rapidement, en quelques mois vers l'idée qu'il fallait œuvrer pour un changement global de société. Le coup d'Etat de Pinochet du 11 septembre 1973 et la répression terrible qui a suivi a été le premier coup dur contre nos espoirs révolutionnaires.

TOI AU SEIN DE L'ORGANISATION

Qu'est-ce qui a focalisé ton attention, ton enthousiasme, ta volonté d'agir une fois que tu as eu l'expérience de l'organisation (à l'interne) ?

Durant les premiers temps de mon engagement, je fus impressionné par la richesse de la pensée marxiste révolutionnaire, d'une part, et par l'efficacité organisationnelle, d'autre part. Par contre, j'ai commencé à me rendre compte que le débat interne était loin d'être facile et que les inégalités dans le niveau de formation et d'expérience était un obstacle dans la prise de parole des jeunes militant-e-s. A cette époque, je me disais que ce problème pourrait être surmonté avec le temps.

A quel niveau de l'organisation, dans quelles structures as-tu agi ? Décris l'éventuelle évolution de ton engagement, les changements d'affectation, de lieux, avec les dates si possible.

Au moment de mon engagement, on m'a demandé explicitement de rester dans le canton de Neuchâtel et de ne pas partir à Lausanne ou Genève. J'ai commencé des études de droit à l'Université de Neuchâtel et l'on m'a confié, de même qu'à trois autres nouveaux militants, la tâche de construire un cercle de sympathisant appelé « cercle uni-brèche ». Cette petite structure d'une dizaine d'étudiant-e-s assura la présence propagandiste de la LMR à

l'université de 1974 à 1978. Quelques-un-e-s d'entre eux/elles ont rejoint la LMR. Mais il n'y eu aucune mobilisation étudiante d'envergure à Neuchâtel durant cette période.

En 1975, de concert avec une dizaine d'autres membres de l'organisation nous participons activement à la création et à l'animation d'un comité de caserne durant l'école de recrue d'infanterie de la place d'arme de Colombier. Les années 1974, 1975 et 1976 furent les années les plus « fastes » des comités de soldats. Des expériences analogues eurent lieu dans de nombreuses casernes en Suisse. Il y eu même durant la fin de l'été 1975 la réunion au moins à deux reprises d'une coordination nationale des comités de caserne. L'organisation clandestine de l'antimilitarisme au cœur de l'armée, de plus dans le contexte de la guerre froide, fut sans doute une expérience très formatrice. C'était l'occasion de tester in vivo notre capacité à organiser de jeunes soldats et également de mettre à l'épreuve notre propre détermination et capacité d'endurance sans se laisser broyer par la machine militaire et la volonté des officiers de nous écraser.

3 ans après la grève des LIP à Besançon, que la LMR avait tenté de populariser dans la région horlogère, La grève avec occupation des locaux durant environ une semaine des ouvrières de la fabrique de montre Bulova à Neuchâtel nous donna l'occasion de nous confronter pour la première fois avec la réalité du monde du travail et avec la politique de la paix du travail de la FTMH. Nous formons un comité de soutien avec les militant-e-s maoïstes de « Lutte politique ». Les ouvrier-ères s'opposaient à la fermeture de l'usine et se sont emparés du stock de montres qui se trouvait dans les sous-sols de l'entreprise. En août 1976, nous avons à nouveau fondé un comité de soutien avec les grévistes de Dubied. Cette grève pour le respect du droit à un 13ème salaire que la direction voulait supprimer en dépit de la convention collective, fut un échec en raison de la trahison finale de la direction de la FTMH. Notre appui sans faille à leur lutte nous a toutefois permis de gagner une forte crédibilité parmi les ouvriers et particulièrement et auprès des immigrés italiens membres ou proches du PCI et de la Colonie libre italienne. Lorsque plus d'un millier de grévistes ont défilé devant le siège de Dubied au bord du lac de Neuchâtel en scandant « non à la paix du travail », nous étions persuadés que « les temps changent » comme dit la chanson de Bob Dylan.

Dans quelles organisations « de masse » ou structures larges étais-tu prioritairement engagé (parlements, syndicats, MLF, groupements divers, en particulier d'immigrés, etc.) ?

Durant mes années de militantisme à Neuchâtel (1973-1989), j'étais engagé sur presque tous les fronts : cercle uni-brèche jusqu'en 1978, comité de soldats, comité unitaire des travailleurs suisses et immigrés, le « regroupement de travailleurs » (tentative jusqu'en 1977 d'organiser les ouvriers dissidents de la FTMH), groupe action prison ainsi qu'à de nombreux comités ponctuels. Nous étions une très petite organisation et le noyau de militants actifs étaient très sollicité pour mettre en oeuvre tous nos projets de construction.

Dans quels domaines (politique générale - articles ou tracts par exemple-, formation, féminisme, comités de soldats, travail « jeunes », travail « ouvrier », « solidarité internationale », « immigration », travail pratique - permanences - etc.) t'es-tu particulièrement investi.e ? As-tu agi seulement sur le plan local ou plus largement aussi ?

En plus de la vente régulière de notre bi-mensuel La Brèche, dans lequel j'écrivais occasionnellement, nous rédigeons systématiquement des tracts liés à nos interventions,

notamment pour être distribué à l'université, devant les collèges et les usines dans tous les domaines mentionnés ci-dessus. J'ai sans doute participé à la rédaction de dizaines de tracts et je suis devenu un spécialiste de la ronéo ainsi que de l'organisation de distributions militantes. A l'époque du mouvement étudiant, je participais régulièrement à la commission nationale étudiante de la LMR qui se réunissait régulièrement à Berne. J'étais engagé principalement sur le plan local et peu dans les structures nationales jusqu'en 1986. Dès 1987, je suis devenu membre du comité central.

Comment as-tu vécu le militantisme au quotidien ? T'es-tu senti.e coupé.e de certaines relations sociales et familiales ? Que sont devenus tes loisirs ?

C'est peu dire que le militantisme au quotidien était une activité à plein temps. De ce fait, la durée de l'engagement de nombreux militants n'a pas excédé quelques années et ce rythme insensé a découragé de nombreux sympathisant.e-s de franchir le pas pour devenir membre à part entière de l'organisation. De nombreux membres ont lâché l'organisation au moment d'entrer dans la vie professionnelle. Il est très difficile d'assumer deux activités professionnelles en même temps. De plus, la confrontation avec la réalité du monde du travail fait ressentir le décalage entre notre projet politique et la vie des gens encore plus intensément que dans le cadre préservé du milieu étudiant. Je suis devenu père à 24 ans et j'ai tâché de concilier le militantisme avec ma vie familiale et le partage des tâches éducatives et ménagères. Cet équilibre a été très difficile à trouver en raison de cet « impératif catégorique » qui me faisait passer l'engagement politique avant toute chose.

Avais-tu des rapports avec les militant.e.s d'autres organisations (maoïstes, socialistes, Parti du travail, POCH, PSA, etc.) ? Et comment juges-tu la politique de la LMR/PSO vis-à-vis des autres composantes de l'extrême-gauche ?

J'ai eu des rapports avec les militant maoïstes (Lutte politique), le POP, le Parti socialiste et les organisations de l'immigration principalement le PCI. Bien que nos rapports avec *Lutte politique* fussent souvent tendus – nous étions deux organisations concurrentes – c'est pourtant avec ces camarades maoïstes que nous avons le plus partagé de combats communs dans les années 1970, notamment la construction du comité Chili en 1974, le comité de soldat et le soutien aux grèves ouvrières. Avec le POP et le parti socialiste, nous avons appliqué la méthode du front unique (marcher séparément et frapper ensemble lorsque cela est possible). S'agissant du POP, sa relativement forte présence à La Chaux-de-Fonds, a été un obstacle majeur pour développer notre présence dans cette ville. Le PSN très institutionnel et fortement lié à l'appareil de la FTMH et de la FOBB espérait que nous nous lasserions de notre activité minoritaire comptant nous récupérer comme il l'avait fait avec la « Nouvelle Gauche » au début des années 1960.

L'attitude de la LMR/PSO avec les maoïstes était sectaire. Certes, il y avait des divergences idéologiques non négligeables, mais dans la pratique nous avons été beaucoup plus proches des maoïstes que d'aucune autre organisation. Il aurait sans doute été possible d'explorer des possibilités de rapprochements en ouvrant le débat d'autant plus que « Lutte Politique » comptait des militants dévoués et sincères.

As-tu souffert d'une surcharge de travail (longues et fréquentes séances, distributions à l'aube, week-ends occupés, etc.) ? Le montant des cotisations était-il à ton avis supportable ?

La surcharge de travail était indéniable. Conjointement avec l'épuisement de la montée des luttes étudiantes et ouvrières en Europe dès l'apparition de la crise économique de 1975, ce facteur a provoqué la crise du militantisme de 1976. Ce ne fut que la première des remises en question de notre mode d'organisation dite léniniste. En ce qui me concerne, ce sont mes études universitaires qui ont le plus souffert du militantisme sans limites. Le montant des cotisations était élevé, mais il pesait moins que les contraintes du militantisme.

FEMINISME ET MODES DE VIE

Comment as-tu vécu le surgissement du féminisme dans la société ? L'évolution des mœurs a-t-elle eu des conséquences dans ton couple militant ou partiellement militant ? As-tu traversé une phase de bouleversement personnel ?

La critique de la vie quotidienne faisait partie de nos débats le plus souvent en dehors des séances officielles de l'organisation. Nous avions tendance à confondre notre découverte de la politique avec la naissance de la politique. Cette attitude était alimentée par le fait que la remise en cause radicale de la famille traditionnelle et de la vie quotidienne n'avait jamais pris une telle importance dans le passé, que l'élargissement du champ de la révolution à tous les aspects de la vie nous semblait inédite. La contestation de la place des femmes dans la société et la révolte contre le patriarcat organisée par le MLF a été un élément moteur d'une remise en question de l'éducation que j'avais reçue. La critique sans concession du machisme par des membres du MLF, pas seulement des camarades de la LMR, m'a poussé à analyser tous mes comportements et représentations. Nous avons eu d'abondantes discussions sur la possessivité, la nature et l'origine de la jalousie, l'union libre. Toutes ces discussions avaient lieu également en dehors du cadre de la LMR.

As-tu vécu en communauté et si oui, dans quel type de communauté ? Cherchiez-vous à inventer de nouveaux modes de vie, façons de vivre ensemble, de s'aimer, d'élever des enfants ? Et si non, de quel oeil voyais-tu ces tentatives ?

La recherche de mode vie alternatif, de relations amoureuses non exclusives, a marqué l'époque où j'étais étudiant sans responsabilité parentale.

Au moment de la naissance de mon premier enfant à 24 ans dans le cadre d'une union libre, plusieurs camarades se posaient la question de savoir si la paternité et la maternité étaient compatibles avec l'engagement d'un révolutionnaire de métier. C'est dans ce contexte que j'ai vécu en communauté durant 3 ans avec un autre couple de militants désireux d'avoir un enfant afin de partager à quatre les tâches ménagères et parentales.

De quel oeil voyais-tu les rapports homme-femme dans l'organisation (présence des femmes dans les instances dirigeantes, prise de parole, accès à l'élaboration de la ligne politique et aux publications, influence, écoute, considération) ?

Je dois dire que j'étais plus attentif aux objectifs politiques (dépenalisation de l'avortement, contraception libre et gratuite, congé maternité et parental, égalité salariale, création de garderie et remise en cause de la morale sexuelle de la génération de mes parents) et la construction de notre influence dans le MLF (par exemple au moment de l'anti congrès de janvier 1975 à Berne) qu'au fonctionnement interne. J'étais un peu aveuglé par mon adhésion aux règles de fonctionnement dites « léninistes » de l'organisation. Je pensais que les règles dudit centralisme démocratique appliquées correctement devaient suffire à garantir le libre accès à la parole de chacun. Lors du congrès de la LMR de 1976, j'ai assisté à la bataille entre les militantes qui souhaitaient modifier les statuts et la majorité du bureau politique (il n'y avait sauf erreur qu'une seule femme dans cette instance) afin que soit inscrite la possibilité de créer une instance de délibération non mixte à l'intérieure de l'organisation. A cette époque, je ne comprenais que très partiellement les difficultés que les femmes pouvaient rencontrer pour prendre la parole et trouver leur place dans l'organisation. Je constatais que des difficultés de prise de parole et d'être entendu étaient aussi rencontrées par des camarade

hommes (ceux qui n'ont pas tous lu, ceux qui n'ont pas l'esprit de compétition, ceux qui ne parlent pas haut et fort, ceux qui sont suspectés de ne pas « être dans la ligne »).

Comment as-tu perçu (ou vécu de l'intérieur) l'investissement d'un certain nombre de camarades dans des mouvements féministes excluant les hommes (MLF) ?

Si j'avais des doutes sur le bien fondé de structure non mixte à l'intérieur de l'organisation (les révolutionnaire n'étaient-ils pas censé-e-s se trouver toutes et tous par principe sur un pied d'égalité), j'étais convaincu de la nécessité de construire un mouvement de femmes autonome et non mixte en raison de la spécificité de l'oppression des femmes. Je pensais également qu'il était indispensable que des camarades femmes s'investissent dans le MLF pour construire loyalement ce mouvement et pour y défendre le point de vue de la LMR sur les objectifs à atteindre et pour mener le débat avec d'autres courants féministes.

REVOLUTION, VIOLENCE ET DEMOCRATIE INTERNE

As-tu considéré l'organisation comme ayant des objectifs et une structure au niveau suisse ET international ? La IVe Internationale avait-elle une réalité pour toi ? Lisais-tu ses publications, les journaux et brochures d'autres sections de l'Inter ?

Le fait que la LMR ait une existence nationale a été un des facteurs déterminant de mon adhésion. Ce qui me motivait était la perspective de la révolution socialiste, soit un projet global et internationaliste. Une organisation nationale était une garantie pour ne pas se laisser entraîner de manière prépondérante par les échéances politiques locales. Etre organisé à l'échelle nationale nous permettait d'intervenir de manière cohérente dans les mouvements et mobilisations qui se développaient et se coordonnaient plus ou moins à l'échelle nationale dans les années 1970 et le début des années 1980 (mouvement anti-nucléaire, mouvement anti-militariste, mouvement de libération des femmes, mouvement anti-impérialiste – comité Chili, comité de solidarités avec la révolution en Amérique centrale, etc.) et pour les campagnes référendaire (référendum victorieux contre la création d'une police fédérale de répression en 1978). Je suivais avec beaucoup d'intérêt les débats de la 4^{ème} internationale, notamment à travers la revue Inprecor. Le congrès de 1974 surtout m'a semblé avoir une grande importance avec la prédiction selon laquelle des échéances révolutionnaires décisives se produiraient dans les 3 ou 4 prochaines années dans les pays du sud de l'Europe et en Amérique du Sud (Argentine). C'est à travers les débats internationaux que j'ai connus la grille de lecture de l'évolution du monde fondée sur la dialectique des trois secteurs d'intervention de la révolution mondiale.

Lisais-tu la Brèche ou Bresche ou Rosso, ou La Taupe ? A posteriori que penses-tu de ces organes et des tracts que nous diffusions ?

Je lisais régulièrement la Brèche, j'y écrivais quelques articles. Je participais régulièrement au rituel de la vente du journal en ville le samedi matin et à la sortie des usines et à l'université. Notre journal était un outil indispensable pour diffuser nos idées. J'ai également distribué des quantités phénoménales de tracts. Malheureusement, notre journal était parfois un bulletin d'information et de discussion interne et son audience restait fort limitée. Au lendemain de la reprise du travail dans les usines Dubied à Couvet et Marin, je me souviens que nous avons réalisé un record de ventes auprès des ouvriers jamais égalé. Mais cela exprimait davantage une marque de reconnaissance pour le rôle que nous avons joué pour organiser le soutien aux grévistes qu'un réel intérêt pour le contenu du journal.

Avais-tu alors l'impression de pouvoir vivre la fin du capitalisme à relatif court terme ?

Lorsque Bensaïd et Krivine ont fait paraître leur livre « Mai 1968, une répétition générale », j'étais convaincu par leur optimisme et les analyses de la majorité de la 4^{ème} Internationale lors du congrès de 1974 sur l'avènement de situations révolutionnaire dans 3 /4 prochaines années me semblaient parfaitement crédibles. Je pensais que la révolution socialiste serait prochainement à l'ordre du jour dans des pays comme la France ou l'Espagne et que la Suisse serait un des élément moteur de la contrerévolution en raison de sa puissance financière (sabotage la révolution par la fuite des capitaux vers les banque suisse, notamment). Cet espoir a été remis en question après la survenance de la crise économique internationale de 1975. Mais il a encore survécu en raison des espoirs que pouvait susciter la nouvelle dynamique créée par la victoire électorale de l'Union de la gauche en France (par analogie avec la dynamique du front populaire de 1936), par l'émergence inattendue de Solidarnosc en Pologne en août 1980, dans une moindre mesure par le triomphe de la révolution sandiniste au Nicaragua en juillet 1979.

Acceptais-tu la notion de violence révolutionnaire telle que défendue par la LMR et la IVe Internationale ? La lutte armée te paraissait-elle nécessaire dans certains contextes politiques ? Te sentais-tu attiré.e par les actions violentes « exemplaires » lancées par les « ultra-gauchistes » de l'époque (en Allemagne et en Italie surtout) ?

Nous avons étudié les révolutions allemandes de 1918, la révolution russe de 1917 et la révolution espagnole de 1936 ainsi que l'échec de l'Unité populaire au Chili. J'étais d'accord avec le fait que dans des situations exceptionnelles la violence est nécessaire contre la violence de l'Etat et des bandes armées liées à la classe dominante à condition qu'elle s'appuie sur un réel mouvement de masse, qu'elle soit intégrée à une stratégie de prise du pouvoir par des organes de démocratie directe (les conseils). Par contre, les expédients de lutte armées minoritaire me paraissaient insoutenables dans les pays capitalistes développés (sauf dans des situations particulières telles que la résistance contre l'occupation nazie). Les actions violentes ne pouvaient aboutir à rien d'autre que des bains de sang et le renforcement de l'appareil répressif de l'Etat. Je ne me suis jamais senti attiré par le discours politique et les méthodes de la Fraction Armée Rouge ou des Brigades rouges. Il s'agissait d'une dérive sectaire et élitaire aux effets nocifs sur la construction d'une force politique réellement implantée dans la population et en mesure de mettre en question l'hégémonie des partis réformistes majoritaires, la social-démocratie et les partis communistes stalinisés.

As-tu milité dans un « Comité de soldats » et comment cela s'est-il passé ? Comment jugeais-tu les mouvements pacifistes, l'objection de conscience ?

L'expérience des comités de soldat (surtout celui du comité de caserne) a été l'épreuve du feu : il s'agissait d'adresser une message politique au plus grand nombre, nos camarades de caserne, des recrues de toute origine, tout en déjouant les efforts des officiers pour nous briser (par les tentatives de nous isoler des autres soldats, les punitions incessantes, les sanctions disciplinaires, les tentatives de nous traduire devant la justice militaire). Il s'agissait de combiner des formes de résistance passive si possibles collectives avec des formes de résistance actives (refus d'ordre collectifs) et de saisir toutes les occasions pour contrer le bourrage de crâne sur la défense nationale. La confection et la distribution clandestine du journal du comité de caserne « La Vie de château » fut un instrument de ralliement à la cause du comité de caserne et d'expression de l'insoumission.

En comparaison, je trouvais que les mouvements pacifistes étaient par nature incapable de s'adresser au plus grand nombre, laissant le champ libre aux corps des officier pour assurer leur domination sur les jeunes prolétaires.

As-tu l'impression que nous avons réussi l'exercice de la démocratie interne dans l'organisation ou considères-tu qu'il y avait un clivage entre les « chefs » - celles et ceux qui donnaient le ton et la masse des militant.e.s ? Y avait-il selon toi des différences dans ce domaine, selon le secteur ou le lieu ?

Au départ, je pensais que les règles dudit centralisme démocratique (liberté totale de pensée et de discussion dans le cadre d'une réflexion collective associée à une discipline rigoureuse dans l'application des décisions prises) était un excellent principe. Avec le temps, je me suis rendu compte que le centralisme primait sur la démocratie et que l'individu, le militant, n'était pris en considération que pour son utilité pratique. Certes notre fonctionnement était bien différent de celui des organisations bureaucratiques et personne n'a été calomnié ou exclu du parti en raison de ses opinions. Toutefois, l'obsession du programme complet et de la ligne juste exerçait de fait une très forte pression sur les membres dont l'esprit critique pouvait tout aussi bien passé pour une insuffisance d'analyse, voire une déviation politique. Combien de foi, des militant.e-s ont-ils entendu l'intimidant discours sur « la logique de ta position conduit au réformisme... ». L'élection du comité central se faisait sur la base d'une liste bloquée proposée par la commission de candidatures. Celle-ci était constituée en début de congrès de camarades choisis par la direction sortante (formellement validée par le congrès) et au moins un membre du bureau politique en faisait partie. La composition du futur comité central était censée reposée sur des critères objectifs (continuité, représentation des femmes, des petites sections, de la future organisation de jeunesse et des camarades prolétarisés). S'agissant de ce dernier critère, la plupart des camarades proposés lors du congrès de 1980 avaient simplement promis qu'ils se prolétariseraient, ce qu'il ne firent pas. D'autres camarades, eux réellement prolétarisés, furent écartés. Ceci montrait bien que les prétendus critères objectifs masquaient les choix tout à fait subjectifs de la direction sortante dans la sélection du futur comité central, parfois corrigés lors de négociations informelles avec des groupes d'intérêts, sans que les délégués aux congrès ne puissent rien y changer. Une dynamique conduisant à un clivage entre les dirigeant et la quasi « main d'œuvre » militante de base était donc bien réellement à l'oeuvre, principalement au niveau national, mais parfois également au niveau local entre la direction de ville et le reste de l'organisation, même si cela était moins marqué.

As-tu été victime de répression politique (licenciement, non-engagement, non-élection pour des motifs politiques) ?

En mars 1982, j'ai pris la parole lors d'une manifestation en ville de Neuchâtel contre les licenciements annoncés dans l'industrie horlogère. C'était un vendredi après-midi, Le lundi matin j'ai été convoqué par le chef du personnel de l'entreprise horlogère où je travaillais à Marin. Il m'annonça mon licenciement en disant « vous qui faites partie du PSO et de la FTMH, vous êtes très bien au courant de la situation ». Certes, il est fort probable que même sans engagement politique, j'aurais sans doute été licencié puisque 10% des effectifs ont été supprimés et que les plus jeunes étaient visés en priorité par la direction.

A part cet épisode, je n'ai pas eu à endurer de mesures de répression politique de la part d'employeurs. Par contre, au niveau syndical, la direction de la FTMH a fait tout ce qui était

en son pouvoir pour m'écarter des responsabilités syndicales sans toujours y parvenir. Ainsi en 1988, j'ai été élu président de l'Union syndicale de la Ville de Neuchâtel, soutenu par les délégués de plusieurs syndicats (UPTT, SLP ; FCTA,...). La bureaucratie de la FTMH et de la FOBB avaient mené la bataille contre mon élection pour des raisons clairement politiques, ces manœuvres avaient échoué.

As-tu vécu, d'une façon ou d'une autre, une tendance formalisée, un désaccord, un conflit voire une exclusion dans/de l'organisation et comment cela s'est-il passé, très précisément ?

Je ne me rappelle pas qu'il ait eu de tendances organisées au sein de la LMR/PSO sauf à l'occasion du dernier congrès, celui de 1987. J'ai eu plusieurs fois des désaccords avec les choix faits par la majorité de la section de Neuchâtel (par exemple, le refus de se présenter aux élections communales en 1978). Il y a eu plusieurs fois des conflits dans cette section sur le choix de nos interventions et sur la difficulté pour les jeunes de faire entendre leur point de vue. Au début de l'année 1982, cela a conduit à un remaniement complet de la direction de la Ville. Rien de grave en somme. Aucun camarade de cette section n'a jamais fait l'objet d'une procédure d'exclusion.

LE PSO ET LA PROLETARIATION

En 1980, la LMR est devenue le Parti Socialiste Ouvrier (PSO). Comment as-tu vécu cette mutation ? En particulier comment as-tu vécu la nouvelle orientation « vers la classe ouvrière », dénommée « prolétarisation » ? A-t-elle eu des conséquences personnelles pour toi ?

En 1978, un texte d'une conférence des bureaux politiques des sections européennes de la 4^{ème} internationale a été mis en circulation dans l'organisation. La montée des luttes ouvrières (de 1965 à 1975) avait conduit à une situation de *pat* (ni vainqueur, ni vaincu) et les échéances décisives avaient été reportées. Si les sections voulaient avoir une influence réelle sur l'issue de ces futures batailles, elles devaient modifier consciemment leur composition sociale en étant physiquement présentes et actives au cœur de la classe ouvrière. Cette thématique fut mise à l'ordre du jour du congrès qui s'est tenu en automne 1980 à Bienne. J'étais entièrement convaincu par l'analyse proposée et anticipant les décisions du congrès, j'ai décidé de quitter l'université en 1979 et j'ai trouvé facilement un poste de travail non qualifié dans une grande entreprise horlogère que nous avions l'habitude d'inonder de tracts depuis de nombreuses années. Ainsi commença mon apprentissage du militantisme d'atelier, l'instar de ce que les maoïstes avaient déjà expérimenté en France notamment, depuis une dizaine d'années. J'étais de nouveau confronté (comme jadis dans l'armée) aux « vrais gens ». Cette expérience inédite a changé durablement ma vie. Par la suite, j'ai fait un apprentissage de mécanicien de précision et j'ai travaillé dans les usines de l'industrie des machines jusqu'en 1998. D'autres camarades se sont prolétariés à Neuchâtel également dans l'imprimerie. Le choix de la prolétarisation a permis à la section de Neuchâtel de sortir de l'ornière du propagandisme et de la vaine agitation universitaire. En quelques années, nous avons acquis un précieux savoir-faire dans la combinaison du militantisme d'atelier, l'activité syndicale au sein de la FTMH, de l'Union syndicale, du SLP et de l'intervention politique en tant que PSO. Cela nous a permis de nous constituer une audience et une petite base sociale en milieu ouvrier et particulièrement auprès de l'immigration italienne politisée avec laquelle nous avons constitué une alliance durable.

DEMISSION EVENTUELLE - FIN DE LA LMR

Si tu as quitté la LMR à un moment ou à un autre, peux-tu expliquer tes raisons d'alors (critiques politiques, ras-le-bol du militantisme, changement de vie, etc.) ?

Je n'ai pas quitté la LMR. Par contre, j'ai ressenti fortement vers 1988 que nous avions atteint le sommet indépassable de ce que nous pouvions faire dans une petite ville comme Neuchâtel. Pour prendre du recul et faire de nouvelles expériences, je me suis installée comme internationaliste au Nicaragua y j'y suis resté une année et demi. A mon retour, après la perte du pouvoir par les sandinistes, j'ai rejoint les restes du PSO à Lausanne avec beaucoup d'appréhension.

Si tu es resté.e jusqu'au bout (1986-87), comment as-tu vécu la disparition formelle de l'organisation au plan personnel et en tant que militant.e ? T'es-tu senti.e partie prenante de cette période finale ?

J'étais membre du dernier comité central, mais je n'ai pas participé à l'agonie finale étant au Nicaragua. Je n'ai pas eu l'impression d'être partie prenante de cette période finale. J'ai assisté impuissant aux violentes polémiques menée principalement par un membre influent du bureau politique contre la ligne jugée très droitière opérée par plusieurs sections alémaniques (critique de la prolétarisation, théorisation de l'émergence de la société civile comme nouveau sujet social, participation à des alliances électorales avec des courants verts)

APRES LA LMR...

As-tu eu ensuite l'impression qu'il t'était possible de poursuivre ton engagement par d'autres voies, as-tu retrouvé des camarades dans d'autres regroupements ?

Fin 1990, lors d'un voyage au Chili, j'ai rencontré un ancien membre du MIR. Il s'était réfugié en Suisse en 1974. Au milieu des années 1980, il était retourné au Chili. A son retour, constatant le changement radical de la situation sociale et politique, il considéra que la reprise de ses activités militantes antérieures n'avaient plus aucun sens et il décida de se consacrer entièrement à un projet de Terre des Hommes visant à recueillir et protéger des enfants de milieux très défavorisés à Conception. Bien que le contexte soit fort différent, je partageais les mêmes préoccupations que ce camarade chilien. Dès mon retour du Nicaragua, j'ai décidé de réorienter mon engagement en me consacrant presque exclusivement au syndicalisme sur le lieu de travail. Si je n'ai pas rompu formellement le lien avec l'organisation politique, j'ai pris énormément de distance avec les activités de solidaritéS Vaud qui avait pris naissance en 1993.

Comment s'est passée cette période post-LMR/PSO : réinsertion dans la société « normale », vide d'un brusque non-militantisme, recherche d'une solution politique alternative, abandon de l'activité politique militante, etc. ?

Durant les années 1990, j'a poursuivi l'expérience de la prolétarisation sans qu'elle soit reliée à un projet politique collectif : organiser la défense des droits de mes collègues de travail à travers mon engagement au sien de la commission du personnel de l'entreprise où je travaillais comme mécanicien, et lutter lorsque cela était possible pour un changement d'orientation de l'activité du syndicat FTMH (par exemple au niveau des conférences

d'industries régionales ou nationales). Il s'agissait en somme de continuer d'être celui que j'étais devenu après 20 ans de militantisme, persuadé de la centralité politique du travail, tout en exerçant le métier que j'avais appris dans un cadre professionnel « normal ».

A POSTERIORI...

Comment juges-tu les lignes de force du projet marxiste-révolutionnaire de l'époque (notion d'« avant-garde », construction d'un parti révolutionnaire, dialectique des trois secteurs de la révolution mondiale, etc.) ?

Ladite dialectique des trois secteurs de la révolution mondiale a constitué une grille de lecture apparemment efficace de qui se passait dans le monde du milieu des années 1950 au milieu des années 1980. Ce cadre théorique permettait de relier les objectifs globaux avec les échéances politiques concrètes. Il donnait une cohérence au projet de construction d'un parti révolutionnaire conscient et donc d'avant garde. A posteriori, on peut se rendre compte des failles de cette grille d'analyse: le schéma basé sur l'accroissement des confrontations entre le prolétariat, prenant la forme des grève générales avec une dimension politique et ouvrant le voie à une possible prise du pouvoirs par les travailleurs dans les pays capitalistes développés n'a pas fonctionné. Hormis quelques exceptions, même les luttes ouvrières le plus audacieuses ne se sont pas situées dans de le cadre d'un espoir très largement partagé d'avènement d'une société sans exploitation ni oppression. Ce schéma théorique sous-estimait probablement le fait que l'idéal du socialisme avait perdu de son attractivité symbolique et émotionnelle bien avant la l'effondrement de l'URSS. Cet idéal aurait peut-être pu reprendre vigueur si la dynamique de la révolution politique avait réellement pu se concrétiser en Europe de l'Est comme était censé le prédire la théorie de la dialectique des trois secteurs d'intervention. Il me semble a posteriori que ce schéma a insuffisamment pris en compte les conséquences de la contre-révolution stalinienne et ses dizaines de millions de victimes en URSS, désastre absolu conduit au nom du socialisme et du communisme. Le régime des khmers rouges au Cambodge fut une réplique contemporaine concentrée dans le temps du stalinisme. Cela s'est passé dans un pays à propos duquel nous n'avions cessé, à juste titre, de dénoncer les bombardements américains sur sa population. Le coup d'Etat de décembre 1981 contre Solidarnosc en Pologne a mis fin définitivement à tout espoir de révolution politique en faveur du socialisme. Seule la révolution sandiniste au Nicaragua sortait du lot. « Pas de contradiction entre révolution et démocratie » disait le gouvernement sandiniste. Des milliers d'internationalistes ont pu constater que principe a réellement été appliqué.

A posteriori, on perçoit les limites du paradigme de la LMR /PSO dans d'autres domaines (réticences à remettre en question le productivisme ce qui a limité notre approche de l'écologie en raisons de présupposés idéologiques hérités du passé et fortement ancrés, méfiance ou rejet d'autres courant de pensée se situant en dehors de la sphère de l'intervention politique au sens étroit, par exemple la psychanalyse).

Globalement, quel jugement portes-tu sur tes années d'engagement au sein de la LMR ? Au plan personnel d'abord : fut-ce une « parenthèse » dans ta vie, en as-tu tiré des éléments positifs pour la suite de ton existence, lesquels ? Et sur le plan historique (osons le mot!), penses-tu que nous avons laissé une trace, apporté quelque chose, dans le cadre des divers mouvements révolutionnaires ou radicalisés de l'époque ?

Aurions-nous pu faire mieux et autrement ? Une analyse plus pessimiste de la situation européenne et mondiale nous aurait peut-être conduit à vouloir construire dès le début des

organisations larges et pluralistes, avec moins d'arrogance. Je crois surtout que nous avons perdu la cause que nous voulions défendre, que nous n'avons pas pu jouer le rôle significatif que nous espérions pour modifier les rapports de force. La montée des luttes ouvrière en Europe a bien eu lieu entre 1965 et 1975, mais la contre-offensive de la bourgeoisie a été plus forte encore, sans que nous puissions y changer grand chose. Le constat de cette défaite (heureusement pas aussi brutale en Europe que lors des échecs des vagues révolutionnaires du 19^{ème} siècle ou de la première moitié du 20^{ème} siècle) ne remet en rien en cause le bien fondé de mon engagement au sein de la LMR. Celui-ci fut une source d'enrichissement tant sur le plan intellectuel que sur le plan moral. Cette expérience originale de confrontation de la théorie et la pratique m'a permis de comprendre le fonctionnement de la société en mutation constante dans laquelle nous continuons de vivre. Parallèlement aux interventions politiques, la LMR fut une sorte d'université parallèle qui a permis à ses étudiants de s'émanciper très largement, sur le plan intellectuel, du conformisme dominant sous la chape de plomb de l'autoritarisme et de l'idéologie nationaliste de la guerre froide qui dans les années 1970 irradiait dans toutes les strates de la société. Notre apport historique est sans doute fort ténu. Il est à l'échelle de la faiblesse de la contestation post 1968 en Suisse. Néanmoins, nous avons joué un rôle avec de nombreux autres acteurs dans l'arrêt de la construction de la centrale nucléaire le Kaiseraugst, dans le rejet de la police fédérale de répression. Ce sont de petites victoires recouvertes par les grands courants de l'histoire qui se sont abattus sur nous. A un autre niveau, on peut noter que nous avons fortement contribué à la formation d'une nouvelle génération de syndicalistes professionnels, plus modestement dans la transmission à de nouvelles générations d'un marxisme dynamique et vivant dont la puissance d'analyse et de réflexion est toujours d'actualité.

Enfin, où en es-tu politiquement parlant, aujourd'hui ? Si tu as choisi de cultiver ton jardin, pourquoi, comment ?

Je suis toujours engagé politiquement en tant que membre actif de SolidaritéS.

Une anecdote à raconter ? Un souvenir qui te tient particulièrement à cœur, un exploit, un échec, un souvenir important pour toi ?

Cela se passe dans une réunion de la commission du personnel de la grande entreprise métallurgique dans laquelle je travaillais en 1996. Nous étions confrontés à de fortes pressions de la direction qui voulait introduire une forme de travail flexible tout en comprimant les salaires. Un collègue de l'immigration italienne fait cette réflexion : « tout le monde nous a abandonné, le syndicat cela n'est pas nouveau, mais même les gens de la LMR ne viennent plus depuis longtemps distribuer des tracts devant l'usine ». Parmi les membres de la commission du personnel, nous étions deux « prolétarisés », ex-membres de la LMR des années 1970, ce que le collègue ne savait pas. Cette anecdote résume bien la mythologie de la LMR et le paradoxe auquel nous avons abouti. Dans les années 1970, il n'y avait pas d'ouvriers membres de la LMR (à part de rares exceptions) et maintenant à l'intérieur des entreprises, nous devons nous confronter à une réalité bien plus dure et plus complexe que ce que nous avons imaginé. Tout était à recommencer.

En 1985, l'autorisation à titre exceptionnel du travail de nuit des femmes dans une entreprise horlogère à Neuchâtel est finalement et contre toute attente refusée par le conseiller fédéral Kurt Furgler. Basée sur un accord entre la direction de l'entreprise et la FTMH, soutenue par le conseiller d'Etat socialiste Pierre Dubois, ministre de l'économie, cette dérogation monnayée contre une baisse du temps de travail aurait sans doute été acceptée sans l'action

déterminée du comité « travail et santé » avec la participation d'ouvrières de cette entreprise que le PSO avait impulsé.

Je désire que mes réponses soient publiées sans indication de mon identité : Pas d'objection à la publication de mon identité.

Date et lieu : Lausanne, le 15 août 2016.

Pierre-Yves Oppikofer